



L'avenir d'Israël est en jeu lors de ces élections

Contrairement à ce qui se passe en Europe et aux États-Unis, les prochaines élections en Israël ne portent pas sur la gauche ou la droite. Elles portent sur la nature même de l'État juif.

Par Sacha Wigdorovits

Mardi 27 octobre, Israël élira son nouveau parlement, la Knesset, et décidera ainsi également de la composition de son futur gouvernement. Le fait que plus de 50 000 Israéliens résidant à l'étranger rentrent dans leur pays pour le jour du scrutin (c'est la seule façon pour eux de voter) témoigne de l'importance de ces premières élections législatives depuis le massacre du 7 octobre 2023.

De la démocratie à l'autocratie et à la fuite des cerveaux

En effet, plus encore que lors des élections précédentes, c'est cette fois-ci l'avenir de l'État juif qui est en jeu : celui-ci doit-il rester une démocratie moderne et multiculturelle, fondée sur les principes de l'État de droit ? Ou bien Israël doit-il évoluer vers un pays dominé par l'idéologie d'extrême droite, la violence et la pensée théocratique ?

Cette dernière option serait non seulement désastreuse sur le plan politique, mais aussi sur les plans social et économique. En effet, elle entraînerait l'émigration d'un nombre croissant de ces jeunes Israéliens hautement qualifiés qui, au cours des dernières décennies, ont fait de ce pays une superpuissance dans les domaines des technologies de l'information et de la défense, lui assurant ainsi sa prospérité. L'année dernière déjà, plus de 90 000 Israéliens, pour la plupart des jeunes, ont quitté le pays, tandis que seuls 25 000 y ont immigré.

Si la coalition gouvernementale actuelle reste au pouvoir, cette fuite des cerveaux se poursuivra. En effet, au sein du gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui appartient lui-même au Likoud (parti de centre-droit), ce sont les partis d'extrême droite et ultra-religieux qui dominent. Au cours de la législature qui touche à sa fin, ceux-ci n'ont pas placé les intérêts du pays au centre de leurs préoccupations, mais bien les leurs et ceux de leur électorat.

Le service obligatoire pour les ultra-orthodoxes, thème central de la campagne électorale

Le gouvernement a ainsi d'abord tenté de faire adopter une réforme judiciaire



L'avenir d'Israël est en jeu lors de ces élections

visant à priver la Cour suprême de ses pouvoirs, à son avantage. En Israël, la Cour suprême joue un rôle particulièrement important en tant qu'instance de contrôle vis-à-vis du gouvernement et du Parlement, car l'État juif, contrairement à la Suisse par exemple, ne dispose pas d'une constitution unifiée et codifiée.

La Cour suprême est une véritable épine dans le pied de l'actuelle coalition gouvernementale, principalement parce qu'elle a statué en 2024 que, par principe, les jeunes haredim, c'est-à-dire les jeunes juifs ultra-orthodoxes, sont également soumis à l'obligation de service. Ces derniers étaient auparavant exemptés du service militaire ou civil. Le gouvernement a alors promulgué une loi en ce sens. Or, celle-ci est conçue de telle manière que les jeunes ultra-orthodoxes n'ont de facto rien à craindre s'ils refusent d'accomplir ce service – ce que la plupart d'entre eux continuent de faire.

Les Haredim, dont la vie est principalement consacrée à l'étude des textes religieux, représentent environ 14 % de la population. Ils constituent toutefois un important réservoir électoral pour le gouvernement actuel et bénéficient donc de nombreux privilèges. Parmi ceux-ci figurent, outre l'exemption du service militaire, d'importantes subventions de l'État.

Pour les mêmes raisons de calcul tactique politique, le gouvernement n'intervient pas, ou seulement très timidement, contre les colons juifs d'extrême droite de Cisjordanie qui terrorisent leurs voisins arabes. En effet, les colons constituent eux aussi un groupe électoral important. L'opposition a déjà annoncé qu'elle mettrait fin à cette violence des colons par des moyens policiers et militaires si elle remportait les élections.

Cependant, dans la campagne électorale, ce qui importe davantage que la violence des colons, c'est la préférence unilatérale accordée aux ultra-orthodoxes au détriment de la grande majorité laïque de la population et des sionistes religieux, qui effectuent eux aussi leur service militaire. Les partis regroupés au sein du bloc d'opposition ont annoncé qu'ils mettraient fin aux privilèges accordés aux Haredim s'ils arrivaient au pouvoir.

L'opposition souhaite également limiter les privilèges et le pouvoir des Premiers ministres. À l'avenir, leur mandat devrait être limité à deux législatures, soit huit ans au maximum. De plus, aucune personne faisant l'objet d'une procédure pénale ne devrait être autorisée à exercer la fonction de Premier ministre. C'est pourtant ce que fait Benjamin Netanyahu : il gouverne malgré un procès pour corruption qui



dure depuis des années.

Le 7 octobre, deuxième thème clé

Le deuxième thème central de la campagne électorale, outre les privilèges accordés aux ultra-orthodoxes, est toutefois le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023. Sur ce point également, l'opposition opterait, en cas de victoire électorale, pour un changement de cap radical par rapport à l'actuel gouvernement. Elle a l'intention de faire examiner, par une « commission d'État » mise en place par la Cour suprême, les circonstances qui ont permis que cette attaque surprise, aux conséquences effroyables, puisse se produire sans que des mesures de riposte aient été ordonnées à temps.

Une telle commission d'enquête indépendante s'était penchée sur des questions similaires après la guerre du Yom Kippour de 1973, qui avait failli être perdue. Son enquête avait finalement contribué à la démission de la Première ministre de l'époque, Golda Meir.

C'est précisément ce que craint Benjamin Netanyahu. En effet, ces derniers temps, les indices se multiplient selon lesquels il n'aurait pas pris au sérieux, à l'approche du 7 octobre 2023, les avertissements concernant une opération de grande envergure que s'appropriait à mener l'organisation terroriste Hamas. C'est pourquoi le gouvernement actuel a toujours refusé de confier à une « commission d'État » indépendante la tâche d'enquêter sur ces manquements. Si M. Netanyahu perd les élections, il ne pourra plus s'y opposer.

Même en l'absence d'enquête indépendante, il ne fait déjà aucun doute pour de nombreux Israéliens que Netanyahu porte une part de responsabilité dans les événements du 7 octobre. En effet, son gouvernement a négligé la protection de la frontière avec la bande de Gaza au profit de la protection des colons de Cisjordanie, qui lui sont politiquement proches. Ce reproche porte particulièrement atteinte au Premier ministre, car il aime se présenter comme le seul garant de la sécurité de l'État juif.

Les « faucons » de la politique de sécurité des deux côtés

Dans la campagne électorale actuelle, cette affirmation ne fait pas l'unanimité, ni au regard de l'échec du 7 octobre, ni pour des raisons liées aux personnalités concernées. En effet, avec Gadi Eisenkot, chef du parti Yashar, et Yair Golan,



L'avenir d'Israël est en jeu lors de ces élections

président du parti Les Démocrates, il a en face de lui, du côté de l'opposition, deux experts reconnus en matière de sécurité : Eisenkot est un ancien chef d'état-major de l'armée israélienne (Tsahal), Golan était son chef d'état-major adjoint.

Mais surtout, la politique de sécurité ne constitue pas pour Netanyahu un sujet permettant de se démarquer en campagne électorale, car le gouvernement et l'opposition s'accordent largement sur les questions de sécurité essentielles. D'un côté comme de l'autre, ce sont des « faucons » de la politique de sécurité qui sont à la tête des partis. Les deux camps rejettent la création d'un État palestinien indépendant, du moins dans un avenir prévisible, pour des raisons de sécurité. Et à l'exception de Yair Golan, aucun chef de file de l'opposition n'est disposé à faire entrer un parti arabe au gouvernement, comme cela avait déjà été le cas en 2021.

Les partis arabes feront pencher la balance électorale

Pour l'actuel gouvernement d'extrême droite, une coalition avec un parti arabe est de toute façon hors de question. En revanche, on peut se demander si l'opposition maintiendra son refus catégorique après les élections.

En effet, Eisenkot devrait certes devenir, avec son parti Yashar, la première force politique à la Knesset. Cependant, la quasi-totalité des sondages prévoient, pour le 27 octobre, une impasse entre la coalition gouvernementale et l'opposition au sein du Parlement israélien, traditionnellement très fragmenté. Selon ces prévisions, aucun des deux camps n'atteindrait les 61 sièges nécessaires pour obtenir la majorité sur un total de 120 mandats. On prévoit entre 50 et 51 sièges pour chacun des deux blocs.

Pour obtenir la majorité et renverser le gouvernement actuel, l'opposition dépend donc du soutien des partis arabes, qui se présentent avec une liste commune à trois partis et une liste distincte. En effet, les sondages électoraux prévoient que ces quatre partis, qui représentent les deux millions d'électeurs arabes israéliens, obtiendront au total entre 13 et 15 sièges à la Knesset. Cela suffirait à permettre à l'opposition d'obtenir la majorité ou à soutenir un gouvernement minoritaire formé par celle-ci au cours de la prochaine législature.

De nouveaux tours de scrutin sont probables

On ne saura pas si ce sera le cas avant le 27 octobre au moins, voire probablement plus tard encore. En effet, bien que les enjeux soient importants pour Israël, compte



L'avenir d'Israël est en jeu lors de ces élections

tenu de l'impasse à laquelle on peut s'attendre, il pourrait y avoir encore deux ou trois tours de scrutin supplémentaires au cours des prochains mois avant que le nouveau gouvernement ne soit formé.

Ce n'est qu'alors que l'on saura si Israël restera une démocratie moderne, forte et respectueuse de l'État de droit. Ou si l'État juif évoluera vers un régime autocratique et théocratique, à l'image de ses voisins arabes ?

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.